

Coe-Rexecode relève ses prévisions économiques pour la France pour 2015 et 2016

Nous relevons **notre prévision de croissance de l'économie française à 1,2 % pour 2015** (notre prévision présentée en septembre 2014 était de 0,8 %). Pour **2016**, nous anticipons **un taux de croissance annuel du PIB de 1,6 %**. Ces taux moyens annuels traduisent une accélération en cours de la croissance. Cette accélération s'arrêterait début 2016 et un tassement de la croissance interviendrait à partir du milieu 2016.

Variation sur un an (en %)	2014	2015	2016
Environnement international : croissance du PIB			
Monde	3,3	3,2	3,6
Etats-Unis	2,4	3,0	2,7
Emergents (hors OCDE)	4,8	4,2	4,8
dont : Chine	7,4	7,1	6,6
Zone euro	0,9	1,6	1,7
Indicateurs économiques pour la France			
Croissance du PIB	0,4	1,2	1,6
Inflation en France	0,5	0,4	1,4
Emploi salarié marchand	-0,2	-0,1	0,5
Taux de chômage BIT (en % de la pop. active)	9,8	10,2	10,1
Déficit des comptes publics (en % du PIB)	4,0	3,9	3,7
Dette publique au 31/12 (en % du PIB)	95,1	96,9	98,5
Taux d'intérêt à dix ans (obligations Etat France)	1,7	0,5	0,8
Taux de change 1 € = ... \$	1,35	1,03	1,09
Prix du pétrole (baril de Brent) en euros	74,8	61,8	68,8

Les indicateurs conjoncturels récents annoncent une **poursuite de la croissance économique mondiale à un rythme modéré** en 2015. Certains grands pays hors OCDE sont en difficulté (Russie, Brésil, plus récemment Turquie) et globalement, la croissance des économies émergentes a ralenti, notamment en Chine. La croissance aux Etats-Unis a probablement dépassé un pic d'expansion à 4 % l'an en milieu d'année dernière et les données récentes sont un peu décevantes. En revanche, l'activité en Europe, qui était déprimée, accélère quelque peu en début d'année. Le climat des affaires s'améliore et la production se redresse progressivement grâce au rebond des ventes au détail et de la consommation des ménages.

La raison principale de notre révision en hausse des prévisions de croissance de la France (et de la zone euro) pour 2015 tient à **l'effondrement inattendu du cours du baril de pétrole**, bien au-delà de la baisse qui était constatée en septembre dernier. Nous retenions alors un cours du baril de Brent de 83 euros en moyenne en 2015. Compte tenu de la forte baisse intervenue à partir de l'automne, partiellement compensée pour l'Europe par la hausse du dollar, nous retenons désormais pour 2015 un cours moyen du baril de pétrole de 62 euros en 2015, puis une remontée à 69 euros en moyenne en 2016. La baisse du prix du pétrole en euro en 2015 a entraîné **un supplément de pouvoir d'achat intérieur qui bénéficie en partie aux entreprises et plus largement aux ménages, et qui stimule la consommation**.

La **dépréciation de l'euro** s'est accélérée avec l'annonce du *Quantitative Easing* par la BCE. Cette dépréciation exerce, toutes choses égales par ailleurs, des effets ambigus sur l'activité : hausse des prix des importations qui pèse sur les coûts de production et, en contrepartie, amélioration de la compétitivité-prix des produits exportés. Ce dernier effet, favorable à l'activité, se manifeste avec retard. Il jouerait surtout à partir de la seconde partie de l'année et en 2016.

En 2015, le principal soutien à la croissance de la demande en France est la consommation. Les dépenses d'investissement des ménages et des administrations publiques seront en recul, avant de se stabiliser en 2016. **Avec une demande un peu plus soutenue, les dépenses d'investissement productif seraient en hausse légère en 2015, un peu plus franche en 2016** grâce à une amélioration progressive de la situation financière des entreprises (baisse du coût de l'énergie, effet CICE, baisse de charges) et au resserrement progressif des capacités de production permis par le petit rebond d'activité. L'emploi dans le secteur marchand commencera à augmenter d'ici la fin 2015 et **le taux de chômage devrait légèrement baisser courant 2016**. En résumé, une pointe de croissance entre 1,5 et 2 % (en rythme de croissance instantané) serait momentanément atteinte autour de la fin 2015 et du début 2016.

Cependant, ni la baisse du prix du pétrole, ni le *Quantitative Easing* ne suppriment les freins qui brident la croissance française : incertitude européenne, ralentissement des gains de productivité, désendettement nécessaire, déficit public, lenteur des réformes structurelles, fiscalité sur le capital excessive et dissuasive. **Une fois l'effet du pétrole passé, vers la mi-2016, il est probable que la France reviendra progressivement vers un niveau de croissance du PIB plus proche de 1 % par an.**

Ces perspectives sont soumises à des **aléas importants**. L'éventail des incertitudes est large en raison de la situation très atypique créée par la politique monétaire de taux 0 et de création forcée de monnaie conduite par les Banques centrales, politique engagée récemment par la BCE. Les taux d'intérêt sont à en effet des niveaux inédits. Enfin, la zone euro se heurte périodiquement à des obstacles qui brouillent les anticipations. Des scénarios très différents, moins favorables, restent donc possibles.

Contact presse : Camille Formentini / 01 80 48 14 80
cformentini@footprintconsultants.fr